

COVID-19 – ESPAGNE-PORTUGAL Conséquences sur le secteur Agriculture – Alimentation – Pêche

Veille du 13 avril 2020

Résumé :

Ce lundi 13 avril marque la **fin du confinement resserré en Espagne**. Toutes les activités qui ne peuvent pas être réalisées par télétravail, et qui ne sont pas expressément interdites par le décret royal du 14 mars, peuvent reprendre. Les secteurs de l'industrie et de la construction sont les principaux concernés par cette réouverture. Les établissements commerciaux, à l'exception de ceux considérés essentiels (alimentation, pharmacie, établissements sanitaires, et quelques autres limitativement énumérés) restent fermés, tout comme les établissements culturels et sportifs.

Face à la fermeture de leurs principaux canaux de distribution habituels (marchés de plein air, restauration scolaire et hors domicile), le **boom de la vente à domicile et en circuit court des produits bio** se confirme.

Conjoncture défavorable pour **l'oignon et l'artichaut**.

Aux Açores, le Gouvernement régional invite les industriels à **ne pas réduire le prix du lait payé aux producteurs**.

L'**AOP viticole Rioja** revoit entièrement sa stratégie de promotion et assouplit les contributions des vignerons.

Dans le secteur de la **charcuterie**, le recul de l'export est synonyme de chômage partiel pour de nombreuses entreprises.

Au Portugal, le **cumul des indemnités de chômage partiel et des salaires agricoles** est autorisé, et les municipalités sont invitées à rouvrir les **marchés locaux**.

ESPAGNE

Circulation des marchandises et des personnes

Filières agricoles

- **Fruits et légumes**

Conjoncture défavorable pour l'oignon. Le syndicat des jeunes agriculteurs (ASAJA) de Valence alerte sur la chute des prix aux producteurs (entre 0,10 et 0,14 €/kg) pour la campagne oignons en cours, qui s'établiraient en dessous des coûts de production, et à des niveaux près de 3 fois inférieurs à ceux de la saison précédente (environ 0,40 €/kg en 2019). L'explication serait triple : effondrement de la demande du canal restauration à l'échelle nationale et à l'export (oignons de gros calibre habituellement achetés à bon prix par les restaurateurs espagnols, britanniques et allemands), maintien des importations concurrentes (en provenance d'Amérique du Sud notamment) et contraction de la demande nationale qui pousse les supermarchés à davantage sélectionner les lots.

Débouchés en berne pour l'artichaut. La fermeture des hôtels et restaurants ainsi que la contraction de la demande des ménages (suite au report de consommation sur des légumes surgelées et/ou à longue durée de conservation) conduiraient à la non-récolte de 30% de la production d'artichaut, selon le syndicat des jeunes agriculteurs (ASAJA) de Valence. Les prix d'achat aux producteurs (entre 0,18 et 0,20 €/kg), se situeraient par ailleurs en dessous des coûts de production.

Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

L'AOP viticole *Rioja* dévoile son plan d'action face au Covid-19 :

- Réduction de 45% du budget promotion, et modification des actions restantes pour tenir compte de la disparition totale de certains canaux de distribution traditionnels (hôtellerie-restauration) :
- Délai supplémentaire de 60 jours laissé aux viticulteurs de l'appellation pour le paiement de leur redevance trimestrielle de base.
- Exonération totale des participations au « budget extraordinaire » pour le premier tiers d'avril, et réduction de 25% pour les deux suivants en juillet et en novembre. Idem pour la contribution au « plan de promotion extraordinaire », réduite de 50%.

Le recul de l'export est synonyme de chômage partiel pour de nombreuses entreprises agroalimentaires.

C'est le cas de l'entreprise catalane centenaire de production de saucisses Embutits Espina, qui dédiait avant crise 60% de sa production à l'export, en particulier aux Caraïbes pour l'hôtellerie-restauration (en lien étroit avec le tourisme). Face à la disparition totale de ce débouché, l'entreprise a recentré son offre sur les GMS et les commerces de proximité. Toutefois, ce report d'activité ne suffit pas à compenser, si bien que 40% des effectifs ont été placés en chômage partiel.

Les niveaux de baisse d'impôt sur le revenu (IRPF) ne font toujours pas l'unanimité. Le ministère des Finances a publié la semaine dernière les niveaux de rentabilité retenus, en fonction des cultures et des zones géographiques, pour le calcul de la base imposable au titre de l'exercice 2019. Le Parti socialiste de Grenade réserve par exemple un accueil favorable à cette mesure "qui bénéficiera à de nombreux agriculteurs et éleveurs de la région". La province de Jaén (Andalousie) les qualifie quant à elle de "clairement insuffisantes", notamment pour les oliveraies et les élevages. Même son de cloche dans la province de Cadix (Andalousie), où l'on déplore le "manque de sensibilité" du Gouvernement, en particulier envers les producteurs de fleurs, de coton et d'amandes, ainsi que les viticulteurs. L'antenne locale du Parti populaire (libéral conservateur) demande également au Gouvernement des explications sur les critères retenus pour la fixation de ces dégrèvements, afin de justifier des différences entre provinces (qu'elle juge injustes).

Les agriculteurs demandent l'autorisation de contrôler la population de faune sauvage, afin de réduire les dommages sur les cultures. Le syndicat des jeunes agriculteurs (ASAJA) de Cadix souligne la multiplication des dommages aux cultures suite à l'interdiction des activités de chasse, et sollicite donc le Gouvernement pour que soit rapidement ré-autorisées les opérations de contrôle de population sur leurs parcelles agricoles. Le syndicat souhaite également la mise en place de quotas cumulatifs, afin de pouvoir "rattraper le retard" une fois la chasse à nouveau autorisée.

Les garanties de financement offertes par l'ICO jugées trop restrictives. Le syndicat *Unión de Pagesos* a critiqué les critères appliqués par le Gouvernement espagnol pour accéder aux garanties de l'ICO (Institut officiel de crédit) dans la mesure où ils rendent inéligibles un certain nombre de filières, telles que tels que l'horticulture et l'élevage ovin-caprin, pourtant en grande difficulté.

Les vétérinaires demandent davantage de considération dans le dispositif de lutte contre l'épidémie. Le Collège national de vétérinaires a exprimé son mécontentement au ministère de la Santé, face au manque de considération de la profession. Celle-ci n'est en effet pas représentée au sein du comité consultatif sur le Covid-19, malgré son expertise en matière de gestion des maladies infectieuses, et son engagement dès le début de la crise. Elle demande une concrétisation du principe "*One health*", hautement pertinent pour la gestion d'un épisode comme celui-ci, et déjà appliqué dans plusieurs autres pays européens.

Distribution

Le boom de la vente à domicile et en circuit court de produits bio se confirme. Face à la fermeture de leurs principaux canaux de distribution habituels (marchés en plein air, restauration scolaire et restauration hors domicile), plusieurs maraîchers biologiques ont rapidement réorienté leur production vers la vente à domicile, avec une croissance à deux chiffres des ventes depuis le début de la crise. Si ce report ne compense souvent pas totalement les pertes, il permet toutefois aux exploitations de survivre en attendant la fin de la crise, et également de diversifier leur offre en fidélisant de nouveaux clients.

« **Le secteur alimentaire ne va pas sortir enrichi de cette crise** ». Bien que dans l'imaginaire collectif l'idée soit répandue que le secteur alimentaire est en train de faire fortune grâce à la crise, ses opérateurs considèrent au contraire qu'ils sont en train de relever le plus grand défi de leur histoire récente au prix de sacrifices de profits. L'augmentation des coûts logistiques, la fermeture de l'hôtellerie et la chute du tourisme sont les trois principales difficultés auxquelles ils sont confrontés. Ils précisent par ailleurs que les fabricants et les supermarchés se sont concentrés sur les produits alimentaires de première nécessité, dont la marge de rentabilité est plus faible.

« **adoptaunbar.com** ». Un site internet recense 800 établissements où l'on peut payer ses consommations avant leur réouverture. "Le projet a été créé dans le but de mettre les bars, les restaurants et les clubs en contact avec leurs utilisateurs, qui peuvent acheter maintenant ce qu'ils consommeront à l'avenir, lorsqu'ils rouvriront, de manière à fournir des liquidités à ces établissements qui en ont tant besoin aujourd'hui", a expliqué l'un des fondateurs de *adoptaunbar.com*, Ricardo Marín. La plateforme comptabilise déjà quelques 22 000 euros d'achats de boissons à consommer dans le futur.

Carrefour, Auchan et Uni travailleront conjointement pour réduire le risque de contagion entre employés et clients. Uni Global Union, Auchan Retail et le groupe Carrefour se sont engagés à travailler ensemble à la mise en œuvre des meilleures pratiques pour prévenir les risques liés à l'épidémie. Parmi les mesures visant à réduire le risque de contagion pour les employés et clients, il y aura une amélioration des normes de santé et de sécurité recommandées pour chaque travailleur (en plus des normes sanitaires pour les magasins), les services de livraison à domicile et les entrepôts logistiques. Ils envisagent également de mettre en œuvre des mesures d'accompagnement social pour les travailleurs, en particulier ceux en situation de handicap et les femmes enceintes.

Mercadona double ses ventes de bicarbonate de soude. Mercadona a doublé ses ventes de bicarbonate de sodium pendant cette période d'état d'alerte due à l'épidémie de coronavirus, passant de huit unités par magasin et par jour à une moyenne de 16. Les ventes de ce produit ont augmenté car l'une de ses nombreuses utilisations est le nettoyage et la désinfection des fruits, des légumes et des vêtements, ainsi que pour la boulangerie, les soins personnels et l'hygiène, explique la société dans un communiqué.

Le fournisseur de Mercadona se réinvente pour produire des écrans de protection et sauver ses emplois. L'entreprise valencienne *Mapubli*, fournisseur de Mercadona en impression digitale pour ses magasins, entrepôts et bureaux, a adapté une partie de son activité pour continuer à générer de l'activité économique et ainsi sauver les plus de 115 emplois que compte l'entreprise. Mapubli a profité de ses ressources pour produire, dans cette situation exceptionnelle, une partie des écrans de protection et de séparation que l'entreprise a progressivement installés, depuis le 23 mars dernier, dans la ligne de caisses de ses plus de 1 600 magasins, dans le but de renforcer les mesures de santé et de sécurité de ses clients et de ses travailleurs.

Actions de solidarité

Lancement de la campagne gouvernementale incitant à la cuisine traditionnelle des produits de saison. Suite à la prorogation de l'état d'alerte pour deux semaines supplémentaires, le ministère de la Consommation a décidé de lancer une campagne sur les réseaux sociaux qui, sous forme de "challenges", invitent les citoyens espagnols à cuisiner eux-mêmes des produits de saison. Cette campagne est également l'occasion de passer d'autres messages : de prévention (vis-à-vis de l'alcool et du tabac) et d'invitation à la préservation de l'environnement (limitation des emballages, lutte contre le gaspillage alimentaire).

Des exploitations agricoles et des entreprises lancent l'initiative « Aliments solidaires de Madrid ». Les petits agriculteurs familiaux de la région de Madrid sont sévèrement impactés par la crise, suite à la fermeture de la restauration et des marchés locaux. Dans le même temps, les organisations sociales, les ONG ou les banques alimentaires sont confrontées à une situation critique face au manque de moyens. Afin de relier les agriculteurs, les éleveurs et les personnes dans le besoin, l'organisation UPA Madrid a lancé l'initiative « *Aliments Solidaires de Madrid* ». Les agriculteurs livreront leurs produits chaque semaine aux ONG, aux banques alimentaires et aux personnes dans le besoin grâce aux dons des entreprises qui financent l'initiative (Bayer, Syngenta, Banco Sabadell).

Les forces armées au service des personnes les plus vulnérables. Les forces armées soutiennent diverses banques alimentaires et ONG depuis le 14 mars, date à laquelle l'opération Balmis a commencé pour faire face à la pandémie, afin de fournir de la nourriture aux personnes les plus vulnérables. Selon le chef d'état-major de la défense, Miguel Ángel Villarroya, l'assistance aux citoyens est l'un des piliers d'action des forces armées pendant la crise sanitaire, en plus de la désinfection des services essentiels, du soutien face à la réduction de la capacité des hôpitaux et de la collaboration avec les forces de sécurité de l'État.

La Fondation Solidarité Carrefour et la Croix-Rouge unissent leurs forces pour répondre aux besoins fondamentaux des personnes affectées par la crise. Carrefour, à travers sa Fondation, et la Croix-Rouge espagnole ont activé le "Dispositif de réponse immédiate aux situations d'urgence" en réponse à la crise déclenchée par la propagation du coronavirus en Espagne. Cet accord – signé par les deux entités en 2001 – vise à répondre aux besoins fondamentaux de la population touchée par des situations de catastrophe ou assimilées. Dans ce contexte, le groupe a fait don de ressources de première nécessité pour aider plus de 6 000 personnes vulnérables prises en charge par la Croix-Rouge.

Le Gouvernement de Valence met en place des coupons alimentaires en faveur des étudiants boursiers ou disposant d'une aide au logement. Chaque étudiant concerné recevra un coupon alimentaire de 60 euros, valable dans les établissements de la coopérative valencienne *Consum et Charter*. Le montant total estimé pour cette mesure s'élève à 3,5 M€. Il permettra d'aider près de 59 000 étudiants, et cela durant toute la suspension de l'activité éducative décrétée pour contenir l'épidémie.

Le Conseil départemental de Málaga contribuera à hauteur de 30 000 € à la grande collecte alimentaire en ligne de Bancosol. C'est ce qu'a annoncé le président de la collectivité, rappelant ses liens historiques avec l'ONG Bancosol, présente dans la plupart des villages du département.

Des artistes locaux participent à une vente aux enchères en ligne au profit de la Banque alimentaire de Valladolid. Deux graphistes ont promu une vente aux enchères en ligne d'œuvres d'artistes locaux par le biais du profil Instagram *@moveartist_valladolid*, qui est né dans un but de solidarité et dont les bénéfices seront versés à la Banque alimentaire de Valladolid pour l'aider à faire face aux conséquences de la crise sanitaire.

Secteur Forêt-bois

Le Gouvernement des Asturies salue l'engagement des agents environnementaux et forestiers dans la gestion de crise. Ces professionnels ont été intégrés au Groupe d'action sociale, qui réalise un certain nombre de tâches d'assistance dans la région, en plus de poursuivre leurs activités de surveillance des forêts et autres milieux naturels.

Pêche maritime et aquaculture

Infection à bord d'un palangrier espagnol. Un pêcheur infecté au Covid-19 faisant partie de la flotte d'un palangrier galicien est rentré le 12 avril au port de Vigo, après avoir été évacué sur le bateau hôpital "Esperanza del Mar" appartenant à l'Institut social de la Marine espagnole.

Fin de la saison de pêche à la chirla en méditerranée. Le Département andalou à l'agriculture et la pêche a décrété le 3 avril la fin de la saison de la pêche à la chirla (*chamelea gallina*, appartenant à l'espèce des mollusques bivalves) en méditerranée jusqu'au 30 juin prochain après avoir dépassé le niveau des quotas alloués pour l'année 2020 aux pêcheurs de la région (25 tonnes).

En Andalousie, le Gouvernement régional lance une plateforme de formation en ligne pour les aspirants marins-pêcheurs. Proposée par l'Institut de recherche et de formation aux métiers de l'agronomie et de la pêche d'Andalousie, cette formation dématérialisée permet de s'adapter au contexte actuel de confinement tout en offrant une continuité pédagogique aux candidats. 5 semaines de cours sont prévues (du 20 avril au 25 mai), avec l'espoir qu'il sera possible d'effectuer l'examen final en présentiel.

Examens pour l'obtention des brevets de Capitaines de pêche côtière reportés au mois de juillet. Le département à la pêche du gouvernement régional galicien a annoncé le report des brevets de BCPC prévus en avril au mois de juillet prochain en raison de l'actuelle situation de crise sanitaire.

Nomination d'un nouveau Président à la tête du Groupe Nueva Pescanova. Après le rachat le 28 mars dernier, de 40% du capital du Groupe NUEVA PESCANOVA (géant espagnol de du poisson congelé, autre fois connu sous le nom de PESCANOVA, opérant une flotte de 70 bateaux et assurant 10 000 emplois de par le monde dont 1 500 en Galice) par le groupe financier ABANCA (société mixte de Banco Sabadell et Caixa Bank qui détenait jusqu'ici 40,5%), le Conseil d'administration a promu l'actuel Directeur financier de PESCANOVA à la tête de son Comité exécutif afin de redresser la difficile situation financière à laquelle est confrontée cette société raison en raison d'une importante dette.

PORTUGAL

Filières agricoles

- **Lait**

Les Açores soutiennent les producteurs laitiers. Le Secrétaire d'État de l'Agriculture, João Ponte, a souligné que les circonstances causées par la pandémie exigeaient de toutes les parties prenantes, y compris l'État, un effort accru pour minimiser ces effets. Il a notamment invité les industriels à tenir compte des nombreuses difficultés auxquelles est confrontée la production laitière (trésorerie tendue des exploitations, surcoûts des matières premières, pénurie de main-d'œuvre, etc.), et à ne pas réduire le prix du lait payé aux producteurs.

Un « salon du fromage virtuel ». La poste portugaise (CTT), le marché en ligne Dott et la région de Coimbra soutiennent les petits producteurs de fromage. Ils ont décidé de soutenir les petits producteurs de fromage à travers la mise en place d'une foire en ligne pour promouvoir l'activité de ces entreprises. Ce « salon du fromage en ligne » a commencé le 11 avril et se poursuivra jusqu'à la fin du mois.

Distribution

La ministre de l'Agriculture demande aux municipalités de rouvrir les marchés municipaux. Le ministère de l'Agriculture a envoyé une lettre à toutes les municipalités pour les sensibiliser sur l'importance de rouvrir les marchés municipaux et locaux, dans le respect des règles de sécurité requises. La ministre de l'Agriculture, Maria do Céu Albuquerque, a déclaré que les petits producteurs connaissent des difficultés en raison de la fermeture des restaurants, des hôtels et des marchés. Selon la ministre, ces marchés permettent de soutenir l'activité de ces petits producteurs. Il est donc important qu'ils restent autorisés, tout en respectant les règles de sécurité imposées par l'urgence sanitaire.

Mesures de gestion de la main d'œuvre

Le cumul des indemnités de chômage partiel et des salaires agricoles est autorisé. Le Gouvernement a approuvé des mesures pour que les salariés en chômage partiel puissent travailler dans l'agriculture et cumuler rémunérations et indemnisation. Cette possibilité de cumul s'applique également aux secteurs du soutien social, de la santé, de la logistique et de la distribution.

Actions de solidarité

Les entreprises Montqueijo et Recheio ont offert 25 000 litres de lait aux hôpitaux du pays. L'entreprise Montqueijo a offert la matière première et Recheio a garanti la logistique. Cette action de solidarité vise à soutenir les professionnels de santé ainsi que les patients hospitalisés.

Secteur Forêt-bois

La Garde Nationale Républicaine (GNR) prévoit de recommencer à contrôler l'entretien des forêts à partir de mai. Suite à la prolongation au 30 avril du délai d'entretien des forêts en raison de l'état d'urgence, la Garde Nationale Républicaine (GNR) prévoit de recommencer à contrôler l'entretien des forêts à partir de mai. A ce stade toutefois, il apparaît probable que l'état d'urgence sera prolongé au-delà de la fin du mois d'avril, le Premier ministre ayant estimé qu'il devrait l'être au moins jusqu'au 15 mai.